



Site web: www.fo-dgfip-sd.fr/084/

DECLARATION LIMINAIRE AU CTL DU 09 JANVIER 2014

Monsieur le Président,

La déclaration liminaire de **FO** DGFIP Vaucluse pour ce CTL reprendra l'intervention préparée pour M. Moscovici en visite dans nos services le 16 décembre dernier, mais que nous n'avons pu lire qu'à l'un de ses conseillers puisque notre Ministre n'a pas pris le temps de recevoir les organisations syndicales.

Voici donc le premier point évoqué : les effectifs

Les suppressions d'emplois se poursuivent depuis des années alors que certains services sont dans une situation catastrophique.

Depuis 2007, le Vaucluse a perdu plus de 130 emplois... 130 !!! et des agents de catégorie C pour la plupart. Pour 2014, c'est encore 13 suppressions, dont 8 cadres C.

Tous les services, tous les postes souffrent du manque d'effectifs.

Que va t-il advenir des petites structures vidées petit à petit de leurs agents ?

Tous sont surchargés de travail, ce qui bien évidemment crée énormément de tensions, un climat parfois exécrable. Les collègues jonglent au quotidien avec les « urgences », perdent la maîtrise de leur travail, et parent au plus pressé avec le sentiment de ne jamais venir à bout de leur labeur.

Les agents ont des difficultés pour prendre leurs congés, du fait du peu de collègues dans le poste : ils sont obligés d'alimenter leur compte épargne temps, pour ne pas perdre ces jours auxquels ils ont droit. Pour 2012, c'est 2159 jours, soit l'équivalent de 10 agents à temps plein !!!

Toujours pour les mêmes raisons, les écrêtements d'horaires variables font malheureusement partie des habitudes (574 en 2012).

Toutes ces suppressions excessives provoquent des conséquences insupportables en termes de dégradation des conditions d'exercice des missions et de qualité de service public fiscal et comptable.

Le DUERP sous évalue les risques psycho-sociaux lié à l'augmentation des charges de travail résultant de l'insuffisance des effectifs.

Le bilan national 2012 de l'accueil des particuliers dans les postes et services (SIP, Trésoreries, CPS et CIS) indique un nombre de contacts physique, téléphonique et courriel de 32 millions et demi, dont 12 et demi pour la campagne de déclarations impôt sur le revenu et 17 pour la campagne de recouvrement . L'accueil physique représente 55% de ces 32 millions et demi.

Les conditions de travail et les demandes des usagers ne sont plus ce qu'elles étaient.

L'allongement des files d'attente est avéré, le ras le bol fiscal fait que l'agent est souvent pris à partie, le climat d'insécurité dans lequel beaucoup travaillent n'est pas une lubie, et permettez moi de préciser que je connais très bien ce grave sujet.

Je voudrais aussi évoquer très brièvement le budget de fonctionnement par une simple question :

5 M 7 en 2011 - 4 M 3 en 2012 – 3 M 8 en 2013

Comment les services du Vaucluse pourront-ils remplir leurs missions avec des moyens en chute libre ?

Dernier point :

Au travers cette démarche :

- Vers une régionalisation des missions voire une interrégionalisation,
- Vers une centralisation des procédures collectives au PRS,
- Vers un service enregistrement adossé au Service de Publicité Foncière,
- Vers une fusion des services SIP et SFP puisque la réflexion est engagée,
- Vers un regroupement des services sur un même site. A Orange par exemple pour lequel notre Directeur nous a indiqué *“oui, je veux des caisses uniques SPL dans le Vaucluse”* et que *“ce regroupement permettrait une meilleure flexibilité et une meilleure gestion des agents de renfort”*. et que *“On fait mieux avec les agents qu’on a”*.
- Vers une politique immobilière qui réduit systématiquement la superficie de travail de l'agent.

On voudrait vider de leur substance tous les SIE, tous les SIP et toutes les trésoreries mixtes qu'on ne s'y prendrait pas autrement...

La MAP a remplacé la RGPP mais les effets restent les mêmes.

Toujours moins d'effectifs, toujours moins de moyens pour des agents qui accomplissent leurs missions dans des conditions de plus en plus difficiles. Dans un contexte de crise qui impacte forcément les contribuables, les usagers si vous préférez...

Dans un contexte d'austérité qui fait que le point d'indice des fonctionnaires est gelé pour la quatrième année consécutive ! Ce qui vous en conviendrez n'est pas de nature à renforcer la motivation, même si les agents des finances ont toujours fait preuve de compétence et d'efficacité.

Comme la RGPP, de nombreuses mesures MAP vont impacter l'utilisateur directement, ou indirectement, et parfois le salarié de façon spécifique. Bien entendu, les fonctionnaires que nous sommes sont les premiers concernés par ces réformes structurelles, notamment avec des réductions de moyens de fonctionnement, des suppressions de postes.

Mais nous sommes tous les jours sur le terrain, dans les services, et les collègues de tous grades n'en peuvent plus.

La presse nationale titrait il y a peu "quand Bercy craque !": je ne sais pas pour Bercy, mais je peux vous confirmer que c'est une réalité dans les services.

C'est pourquoi **FODGFIP84** dénonce encore et toujours la diminution des moyens de fonctionnement, les suppressions d'emplois, les restructurations permanentes, qui ne cessent de dégrader les conditions de travail des agents.

FODGFIP84 réaffirme que les services publics doivent, plus que jamais, être renforcés pour combattre la pauvreté et les inégalités grandissantes et répondre aux besoins sociaux. Ils sont, à travers l'action publique et les investissements qu'ils permettent, source de croissance, au même titre que l'augmentation des salaires pour relancer la consommation.